



## Vers un atterrissage en douceur de l'économie belge ?

*Après le rebond en 2021, la reprise de l'économie belge est bridée en 2022 par le choc inflationniste. Le produit intérieur brut (PIB) retrouverait un sentier de croissance plus modeste dès 2023. Les créations d'emplois resteraient malgré tout proches de leur tendance des vingt dernières années. Un déficit public important persisterait à l'horizon 2027. Ce sont les principales conclusions des nouvelles perspectives économiques du Bureau fédéral du Plan pour la période 2022-2027.*

### La poursuite de la reprise économique ralentit en 2022

Le redressement de la consommation des ménages entamé en 2021 (+6,4 %) se poursuit en 2022 (+3,7 %). L'indexation automatique des salaires et des allocations sociales et les mesures de soutien prises par les pouvoirs publics permettent au revenu disponible réel des ménages dans leur ensemble de progresser encore très légèrement en 2022 (+0,5 %). Après avoir crû de 8,0 % en 2021, les investissements des entreprises devraient légèrement se replier en 2022 (-0,4 %). Au total, le PIB augmenterait de 2,6 % cette année contre 6,2 % l'an dernier.

### Une croissance économique modérée à partir de 2023

La croissance du revenu disponible réel des particuliers profiterait encore en 2023 de l'effet retardé de l'indexation des salaires et des allocations sociales et s'établirait à 2,4 %. La progression de la consommation des ménages s'élèverait à 2,0 %. Elle évoluerait ensuite en ligne avec le revenu disponible (+1,4 % en moyenne sur 2024-2027). La croissance des investissements des entreprises devrait se redresser en 2023 (+3,1 %), puis s'élever en moyenne à 1,9 % par la suite. Dans ces conditions, le PIB devrait retrouver une croissance de l'ordre de 1,4 %.

### Des créations d'emplois proches de leur tendance historique

Après la création exceptionnelle de 86 000 emplois supplémentaires en 2021, cette année sera encore caractérisée par une progression importante de l'emploi (+67 000). Le ralentissement de l'activité économique se reflétera en 2023 par des créations nettes d'emploi bien plus modestes (+22 000). Sur la période 2024-2027, 37 000 emplois supplémentaires seront créés en moyenne par an, un peu en-deçà de la tendance observée sur les 20 dernières années. En 2027, le taux d'emploi atteindrait ainsi 73,5 %, soit encore bien loin de l'objectif de 80 % du gouvernement fédéral.

### Un déficit public qui ne se résorbe plus au-delà de 2022

Le déficit public est revenu à 5,5 % du PIB en 2021, sous l'effet notamment du rebond de l'activité économique. Il est estimé à 4,7 % du PIB en 2022, mais sa réduction ne se poursuit pas au-delà : à politique inchangée, il reste proche de 5 % du PIB durant les cinq années suivantes.

### L'inflation belge devrait décélérer et se normaliser à partir de 2024

En Belgique, l'augmentation des prix à la consommation a frôlé les 9 % en mai 2022. La hausse des prix de l'énergie devrait toutefois avoir atteint son pic et commencer progressivement à refluer à partir de la mi-2022. Sur base annuelle, l'inflation devrait atteindre 8,1 % en 2022 et retomber à 3,5 % en 2023. Par la suite, elle devrait continuer à décélérer, passant de 1,8 % en 2024 à 1,6 % en 2027.

Saskia Weemaes, Commissaire a.i. au Bureau fédéral du Plan : « Notre scénario retient l'hypothèse d'un atterrissage en douceur de l'économie européenne et belge. Ce scénario est loin d'être une certitude, une remontée brutale des taux d'intérêt ou une inflation élevée persistante augmenterait les risques d'une récession. »

Le taux d'emploi se réfère au concept UE2020, à savoir pour la classe d'âge des 20-64 ans et basé sur l'enquête sur les forces de travail.

Les facteurs explicatifs des déficits publics élevés et persistants font l'objet d'un communiqué de presse distinct.

Ces Perspectives ont été élaborées en tenant compte des informations disponibles au 3 juin 2022.

À la mi-juillet, le Bureau fédéral du Plan publiera, en collaboration avec les services d'étude et statistique des trois Régions (IBSA, Statistiek Vlaanderen et IWEPS), les perspectives économiques régionales. Elles seront cohérentes avec la projection nationale actuelle.